



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Éducation nationale,  
de l'Enfance et de la Jeunesse

## Convention

entre

l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Monsieur Claude Meisch, ci-après le Ministre, d'une part,

et

l'Association sans but lucratif "Lëtzebuenger Aktiounskrees Psychomotorik", ci-après l'Association, dont les statuts ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 08.02.1984 et publiés au Mémorial C 58 du 24.02.1984 page 2724, modifiés le 16.10.2008 et publiés au Mémorial le 25.10.2008, modifiés le 07.05.2014 et publiés au Mémorial C 1796 du 10.07.2014 page 4, représentée par sa présidente Madame Suzette Everling, d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

### Art. 1er :

L'Association garantit que les activités conventionnées soient accessibles à la population cible, définie ci-après, indépendamment de toute considération d'ordre idéologique, philosophique ou religieuse.

### Art. 2 : Engagement des parties

L'Etat soutient les activités du Service de Consultation et d'Aide pour troubles de l'Attention, de la Perception et du développement Psychomoteur (SCAP), géré par le "Lëtzebuenger Aktiounskrees Psychomotorik" (LAP) et dénommé ci-après le Service.

Entres autres le SCAP se propose de réaliser les activités suivantes :

- la prise en charge multimodale d'enfants et d'adolescents présentant des difficultés motrices, perceptives et/ou troubles de l'attention moyennant des prises en charge individuelles ou en groupe;
- la promotion de et la participation à la mise en place d'offres éducatives et thérapeutiques;
- l'information, la documentation et la consultation en matière de psychomotricité, de perception et de trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDA/TDAH) pour parents, professionnels et autres personnes intéressées;

- la psychoéducation (stratégies éducatives visant les troubles comportementaux dans le cadre du TDAH) pour parents et professionnels; l'organisation et la coordination d'équipes multidisciplinaires regroupant le personnel ainsi que les médecins conseillers du SCAP dans le cadre de la prise en charge par le SCAP des enfants/adolescents présentant des difficultés motrices, perceptives et/ou TDA(H);
- la sensibilisation, la formation et/ou la collaboration à la formation des professionnels;
- la collaboration et l'échange avec d'autres services et instituts, comme par exemple les services de l'Éducation différenciée;
- la coordination entre les différents acteurs sur le terrain;
- la diffusion d'un enseignement spécialisé pour les élèves TDAH en crise;
- le maintien de l'antenne dans le Nord du pays et la création d'antennes dans le Sud, l'Est et l'Ouest du pays;
- l'organisation et la participation à des projets nationaux et internationaux de recherche scientifique;
- l'organisation de et la participation à des congrès nationaux et internationaux;
- l'échange et la collaboration entre le Service et l'École publique sont garantis par des réunions (au moins 2 fois par trimestre), entre la direction du Service et le coordinateur de la Commission médico-psycho-pédagogique nationale.

### Art. 3 : Le Comité de gérance

Il est créé un Comité de gérance. Il se réunit au moins 3 fois par an.

Le Comité de gérance comprend :

- deux représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi que deux membres suppléants nommés par le Ministre;
- deux membres du Conseil d'Administration ainsi que deux membres suppléants à désigner par le même conseil; les membres suppléants en tant que tels peuvent assister aux réunions avec voix consultative;
- le directeur (m/f) du SCAP, qui assiste avec voix consultative.

Les missions du Comité de gérance sont les suivantes :

- le Comité de gérance contrôle les recettes et les dépenses, promeut et évalue les activités du Service;
- le Comité de gérance transmettra chaque année un relevé détaillé du personnel nécessaire au bon fonctionnement du Service au Ministre;
- le Comité de gérance prend acte des propositions budgétaires et veille à ce que celles-ci soient en concordance avec les activités du Service et le développement institutionnel visé;
- chaque année, en février, le Comité de gérance discute, dans sa réunion, le rapport de fin d'exercice relatif aux activités, aux recettes et dépenses du

Service et le transmet par l'intermédiaire des représentants ministériels du Comité de gérance au Ministre.

Les modalités de fonctionnement du Comité de gérance sont les suivantes :

- les avis du Comité de gérance sont pris à l'unanimité; en cas de désaccord, les autorités de tutelle en sont informées afin de trouver une solution;
- le Comité de gérance peut désigner un secrétaire administratif;
- les convocations aux réunions sont adressées aux membres du Comité de gérance par courrier simple ou électronique au moins 2 semaines à l'avance et contiennent l'ordre du jour;
- le travail du Comité de gérance est documenté par des rapports de réunion.

#### Art. 4 : Participation financière de l'État

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse prend en charge l'indemnisation du personnel, les frais de fonctionnement (matériel thérapeutique, matériel de bureau, frais de bureau, indemnités, documentation, frais de déplacement, frais de représentation, entretien et réparations, frais de formation, frais d'assurance, frais de recrutement) et, le cas échéant, les frais de location du Service.

Le Conseil d'Administration soumet annuellement, au mois de mars, des propositions budgétaires qui ventilent les frais de fonctionnement, les frais de personnel et, le cas échéant, les frais de location. Les projections budgétaires sont proposées sur trois ans.

Les frais d'eau et d'électricité, de chauffage et de nettoyage des bâtiments sont à charge de l'État.

La contribution de l'État, accordée pour l'année en cours, est ordonnancée trimestriellement.

#### Art. 5 : Locaux et fonctionnement technique

1. Il est expressément convenu que l'Etat, en concertation avec l'Association, met à la disposition du Service des locaux et du matériel appropriés garantissant le bon fonctionnement de celui-ci. Dans l'intérêt de la réalisation des activités définies à l'article 2, le LAP dispose de locaux :
  - à l'Institut pour IMC à Strassen,
  - au SISPOLO à Hosingen
2. Les agréments formels avec l'Institut pour IMC et le Syndicat intercommunal des communes de Parc Hosingen et de Putscheid (SISPOLO) font partie intégrante de cette convention.

#### Art. 6 : Procédures

La présente convention prend effet le 1er juin 2015 et elle est conclue pour la durée d'une année. Elle est reconduite tacitement pour des périodes de même durée, sauf résiliation par lettre recommandée envoyée par l'une ou l'autre des parties contractantes au moins six mois avant la fin du terme.

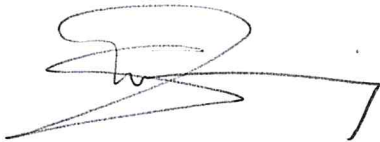


Chacune des parties contractantes se réserve le droit de résilier avant son terme la présente convention, au cas où l'autre partie a violé les dispositions de celle-ci ou pour une raison grave. Toutefois, avant qu'une partie ne puisse exercer ce droit, elle doit sommer préalablement par lettre recommandée l'autre partie contractante de se conformer aux dispositions de la convention.

La présente convention annule et remplace la convention conclue le 03.02.2009.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le 1er juin 2015

Pour l'Association sans but lucratif  
"Lëtzebuurger Aktiounskrees Psychomotorik"

A stylized signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Suzette EVERLING  
Présidente

Pour l'État du Grand-Duché de  
Luxembourg

A stylized signature in blue ink, featuring a large, sweeping loop and a long horizontal stroke extending to the left.

Claude MEISCH  
Ministre de l'Éducation nationale,  
de l'Enfance et de la Jeunesse